



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Juillet 2007

Volume 6, Numéro 7

LIGNE DE FOND _____ 1

Agriculture : les membres de l'OMC jugent les propositions sur l'agriculture comme une avancée mais émettent des réserves sur celles de l'AMNA. _1

Les subventions agricoles en question : attaques en règle contre les aides américaines. _____2

NOUVELLES DE L'OMC _____ 4

ADPIC : Le Parlement européen repousse le vote sur l'amendement des ADPIC en attendant un nouveau soutien en faveur de médicaments abordables. ____ 4

Coton : Les pays co-auteurs de l'initiative sectorielle en faveur du coton présentent leurs commentaires sur le document du Président. _____ 6

Facilitation : Progrès réguliers sur la facilitation des échanges, en dépit de l'irritation suscitée par les pays en développement. _____ 7

SUR LE FIL _____ 10

Négociations APE : Les experts africains se cherchent encore.... _____ 10

AGOA : Les pays Africains demande une extension de l'AGOA "au-delà de 20 ans". _____ 11

EVENEMENTS _____ 12

PUBLICATIONS _____ 12

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

LIGNE DE FOND

Agriculture : les membres de l'OMC jugent les propositions sur l'agriculture comme une avancée mais émettent des réserves sur celles de l'AMNA.

Après la publication du document conjoint des présidents des groupes de négociations sur l'agriculture et l'accès au marché, les Etats membres se sont retrouvés pour en discuter. Les propositions contenues dans ce document ont rencontré un accueil mitigé. Si certains ont trouvés certains chapitres inacceptables, d'autres pensent que c'est une occasion pour avancer dans les négociations.

"Ce texte représente une amélioration par rapport à celui de l'an dernier. Il permet de sortir de la zone de conflit", a déclaré à la presse Joseph Glauber, le négociateur américain chargé de l'agriculture. Mais Washington estime toujours ne pas avoir suffisamment d'ouverture pour ses exportations par rapport aux concessions qui lui sont demandées en matière de subventions.

"Beaucoup de travail a été fait sur les subventions aux exportations et les soutiens internes, en contraste avec l'accès au marché (droits de douane) où des portions importantes manquent encore", a regretté le négociateur. "Nous avons déjà fait preuve de flexibilités sur l'agriculture", a estimé le négociateur de l'Union européenne pour l'agriculture Jean-Luc Demarty.

Selon Bruxelles, "certaines parties des propositions dépassent les lignes rouges". Concernant les

subventions versées directement aux agriculteurs, les propositions présentées par le chef du groupe de négociations agricoles, l'ambassadeur Crawford Falconer, demandent aux Etats-Unis de les réduire entre 12,8 et 16,2 milliards de dollars. "Nous sommes prêts à faire des concessions sur les subventions internes", a affirmé Joseph Glauber. Mais une baisse aux alentours de 13 milliards est "hors de question", a-t-il ajouté. Les pays émergents exportateurs de produits agricoles, rassemblés dans le G20, ont fait des baisses des subventions agricoles américaines leur cheval de bataille.

Ainsi, pour l'ambassadeur brésilien à Genève, Clodoaldo Huguene, "notre position se situe dans la portion la plus basse" de la fourchette proposée par l'OMC.

"Les commentaires des Etats membres étaient largement prévisibles", a relativisé l'ambassadeur Falconer. Il a donné rendez-vous aux représentants des Etats membres le 3 septembre, pour deux semaines de négociations intensives sur l'agriculture.

S'agissant de l'AMNA, les premiers commentaires des négociateurs affirment que les positions y sont davantage figées que sur l'agriculture. "Le texte sur l'agriculture est un texte ouvert qui permet de continuer les débats, alors que celui sur les produits industriels propose un résultat final à un moment où il n'y a aucune clarté dans les positions", a expliqué M. Huguene. "Il n'y a pas de place pour la négociation dans le texte sur les produits industriels", a ajouté un négociateur africain.

Selon un négociateur européen, les demandes faites aux pays émergents d'abaisser leurs droits de douane entre 19% et 23% maximum sur les produits industriels risque de provoquer les débats les plus virulents. New Delhi et Brasilia ont en effet récemment indiqué qu'ils ne descendraient pas en dessous de 30%.

Au même moment des pressions et des appels fusent de partout. Par exemple les agriculteurs français ont, au cours d'une rencontre avec le

Premier ministre François Fillon, demandé "une plus grande fermeté" de la France dans les négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). M. Jean-Michel Lemétayer, président du Conseil de l'agriculture française (CAF) a déclaré qu'"Il faut dire avec une plus grande fermeté que la négociation est mal engagée et que les agriculteurs européens seront les grands perdants s'il y a un accord" et que "Au vu des documents qu'on nous présente, l'agriculture européenne a tout à perdre".

En plus de ces pressions, on note des appels pour la poursuite des négociations. En effet M. Robert Zoellick de la Banque Mondiale estime que les deux projets d'accords sur l'agriculture et les produits industriels présentés par l'OMC pour tenter de conclure le cycle de Doha sont une occasion "à saisir". "Une forte poussée finale sera nécessaire pour combler le fossé", entre ces propositions et l'état actuel des négociations, "mais, en faisant preuve de bonne volonté, il y a désormais sur la table un accord à saisir".

Rappelons que M. Zoellick était chargé des négociations commerciales dans l'administration américaine entre 2001 et 2005 et à ce titre, avait participé au lancement des négociations de Doha en novembre 2001. Il a ajouté que "La communauté internationale devrait rester concentrée sur cet objectif précieux". "Si les propositions faites par l'OMC arrivent à servir de base à un accord, toutes les économies devraient en bénéficier" avant de conclure en affirmant que "La Banque mondiale veut soutenir les négociateurs de tous les pays -- en particulier les plus pauvres -- à tirer profit de négociations fructueuses".

Les subventions agricoles en question : attaques en règle contre les aides américaines.

Au moment où l'on cherche à donner un coup d'accélérateur au cycle de Doha, les membres font encore face à de nombreux problèmes qui jettent une ombre sur le cycle. En effet, l'épineuse question des subventions agricoles dans les pays développés qui bloque en partie les négociations

agricoles et plus largement le cycle de Doha, est revenue au centre des polémiques. Le Brésil et le Canada ont attaqué récemment les États-Unis sur cette question des subventions.

Le Brésil avait déjà attaqué les États-Unis en 2002 sur ces mêmes subventions mais particulièrement sur celles versées aux producteurs de coton. Cette fois, les récriminations Brésiliennes portent sur les subventions générales et le programme de crédits à l'exportation, en somme sur toute la politique agricole des États-Unis. Les Américains sont accusés de dépasser les montants d'aides agricoles autorisés à l'OMC. Ce plafond est de 19,1 milliards de dollars. Washington serait allègrement passé outre entre 1999 et 2005, à l'exception de 2003. Le Brésil ne donne pas de chiffres précis mais estime que "les dépassements sont assez considérables". La plainte s'appuie sur des estimations réalisées à partir de données publiques, car Washington ne notifie plus ses aides à l'OMC depuis 2001.

Quant au Canada, il s'insurge particulièrement contre les subventions sur le maïs. En effet depuis déjà un bon moment, les deux pays avaient ouvert des consultations bilatérales. Mais cette démarche n'a pas eu les résultats escomptés. C'est alors que Ottawa a demandé l'établissement d'un groupe d'experts de l'OMC pour trancher le différend. Selon Ottawa, "en 1999, 2000, 2001, 2002, 2004 et 2005", les États-Unis ont contrevenu à l'Accord sur l'agriculture de l'OMC en dépassant les niveaux autorisés "de milliards de dollars chaque année". Durant ces années, les États-Unis auraient dépassé de cinq milliards \$US en moyenne annuelle le plafond autorisé de subventions à l'agriculture (19,1 milliards \$US). Ces mesures comprennent "une large quantité de programmes de subventions agricoles comme les paiements directs, les paiements contra-cycliques, les défauts de paiement de prêts qui octroient des subventions à une vaste quantité de produits agricoles", a indiqué le Canada.

Par ailleurs, "les États-Unis procurent des garanties de crédit à l'exportation qui contreviennent à l'Accord sur l'agriculture". Ces subventions américaines sapent les prix agricoles sur son

marché intérieur. Ottawa chiffre à neuf milliards \$US par an les subventions des États-Unis à ses producteurs de maïs au cours des deux dernières années.

Mais les États-Unis, qui affirment qu'il n'existait "absolument aucune base" pour affirmer que "presque tout son programme agricole a des effets de distorsion sur les échanges commerciaux", ont aussitôt bloqué la requête. "Le Canada et les États-Unis devraient plutôt consacrer leurs efforts à s'assurer que les négociations permettent d'accroître le commerce agricole, afin d'offrir un réel avantage aux agriculteurs et aux consommateurs à travers le monde", a relevé Washington devant l'ORD en ajoutant s'être "appliqué à façonner son programme agricole pour soutenir ses agriculteurs à l'intérieur des limites des subventions négociées à l'OMC".

Des attaques qui pourraient influencer la nouvelle loi américaine sur l'agriculture. Elles arrivent en effet au moment où le Congrès américain doit élaborer, d'ici à la fin de l'année, une nouvelle loi agricole pour remplacer le Farm Bill, adopté en 2002. Pour des raisons budgétaires, l'administration souhaite une forte baisse des aides versées annuellement. Mais les lobbies agricoles s'y opposent.

Ces plaintes devant l'OMC devraient représenter une pression, certes indirecte, mais forte sur les représentants et sénateurs américains.

Autre fait significatif, c'est que ces plaintes arrivent au moment où le cycle de Doha est visiblement dans l'impasse. Depuis 2001, les membres de l'OMC ne sont toujours pas parvenus à un terrain d'entente sur la libéralisation des marchés agricoles. Le Brésil, au sein du G20, a pris la tête de la croisade des pays émergents contre les politiques agricoles des États-Unis, mais aussi de l'Union européenne. Le G20 bataille pour que les États-Unis ramènent le plafond de leurs subventions agricoles à 12 milliards de dollars. Washington évoque de son côté le chiffre de 17 milliards de dollars.

Sources AFP

NOUVELLES DE L'OMC

ADPIC : Le Parlement européen repousse le vote sur l'amendement des ADPIC en attendant un nouveau soutien en faveur de médicaments abordables.

Le Parlement européen a différé la ratification d'un amendement aux règles de propriété intellectuelle de l'OMC visant à faciliter l'accès des pays pauvres aux médicaments brevetés, exigeant que les Etats Membres de l'UE prennent d'abord des mesures concrètes pour aider les pays en développement à fabriquer et à importer des médicaments à des prix abordables.

Le Comité du commerce international du Parlement a annoncé le 17 juillet que les promesses de soutien monétaire et politique faites par les 27 gouvernements membres de l'UE restaient insuffisantes.

Cinq jours auparavant, les membres du Parlement européen de toutes tendances politiques, ont voté une résolution identifiant les politiques complémentaires jugées nécessaires pour garantir que la ratification de l'amendement favoriserait l'accès aux médicaments dans les pays pauvres. Ils ont également exigé que l'UE cesse de rechercher des protections de la propriété intellectuelle OMC-plus pour les produits pharmaceutiques dans les négociations commerciales bilatérales et régionales avec les pays en développement.

Toutefois, en raison de la réponse peu satisfaisante apportée à ces objectifs par les Etats membres de l'UE, il n'a pas été possible d'approuver l'amendement, a déclaré le Comité du commerce. Avec le report de la décision du Comité au 10 septembre, il n'y aura pas de vote sur la question à l'échelle du Parlement vers la fin de ce mois ou en octobre. Aux fins des procédures européennes, le Parlement européen doit approuver l'amendement

potentiel avant qu'il ne puisse être ratifié par chacun des Etats membres.

Les Membres de l'OMC ont convenu de modifications formelles à apporter à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC). Pour que l'amendement entre en vigueur dans les délais, deux-tiers des Membres de l'OMC - quelque 100 pays - doivent ratifier les modifications d'ici le 1er décembre. Toutefois, seuls sept pays l'ont fait jusqu'ici.

L'amendement rend permanente une dérogation aux règles des ADPIC, de 2003, qui énonce les conditions dans lesquelles les Membres peuvent légalement délivrer des licences obligatoires pour la production de copies génériques bon marché de médicaments brevetés dans les pays pauvres, et l'exportation de copies génériques vers ces pays.

Se faisant l'écho de détracteurs au sein la société civile, tels que Médecins sans Frontières, de la proposition d'amendement, plusieurs membres du Parlement européen se sont plaints du fait que la dérogation sur laquelle l'amendement est fondé est si complexe qu'elle n'a jamais été utilisée une seule fois pour exporter des médicaments.

La résolution adoptée le 12 juillet par les Parlementaires mettait l'accent sur le fait que l'amendement des ADPIC " ne représente qu'une partie de la solution au problème de l'accès aux médicaments et de la santé publique. " Ils ont exhorté les gouvernements membres du Conseil de l'UE à " appuyer l'idée que d'autres mesures visant à améliorer les soins de santé et les infrastructures sanitaires sont tout aussi indispensables. "

L'entrée en vigueur de l'Accord sur les ADPIC, en 1994, avait entravé la capacité des pays en développement à produire et à acquérir des médicaments génériques, a laissé entendre la résolution et le mécanisme de l'amendement était difficile, si non impossible, à utiliser de manière effective.

Faisant valoir que " la politique européenne devrait viser à maximiser la disponibilité de produits pharmaceutiques à des prix abordables dans les pays en développement, " le Parlement a appelé la Commission européenne et les Etats Membres à s'engager à financer le transfert de technologie lié aux produits pharmaceutiques vers les pays pauvres. Il leur a également demandé de donner une impulsion au soutien financier au développement de médicaments pour le traitement des maladies qui affectent les pays en développement de manière disproportionnée et à jouer un rôle plus actif au sein du Groupe de travail intergouvernemental de l'Organisation mondiale de la santé, qui cherche à développer des alternatives aux brevets pour stimuler l'innovation pharmaceutique.

L'aide financière mise à part, la résolution appelait également la Commission européenne et les Etats membres à apporter un soutien politique aux gouvernements qui cherchent à " fournir des médicaments essentiels à des prix abordables dans le cadre de leurs programmes de santé publique " en recourant aux flexibilités figurant dans les règles des ADPIC qui permettent la suspension des brevets en échange du paiement d'une redevance.

Un tel soutien n'est pas toujours disponible, dans la pratique. Alexandra Heumber, une porte-parole du MSF à Bruxelles, a déclaré que les licences obligatoires pour les médicaments ayant trait au VIH/Sida récemment délivrées par le Brésil et la Thaïlande donnaient à Bruxelles l'occasion de réaffirmer son appui au recours aux flexibilités énoncées dans la Déclaration de Doha sur les ADPIC et la santé publique de 2001. Cependant, la Commission européenne avait plutôt contesté leurs décisions, en dépit de leur conformité avec les règles de l'OMC.

MSF estime que les licences obligatoires et la concurrence générique qui en découlent pourraient aider à rendre les médicaments de deuxième ligne coûteux pour le traitement du VIH/Sida plus largement abordable dans des pays en développement tels que la Thaïlande. Heumber a noté qu'après la suspension du brevet sur le

médicament efavirenz pour le traitement du VIH/Sida, des quantités suffisantes de ce médicament avaient été importées en une seule journée, en janvier pour permettre de traiter 20.000 patients de plus.

Plusieurs demandes du Parlement se sont fait l'écho des recommandations formulées par Frederick Abbott, professeur de droit international de l'Université d'Etat de la Floride et Jerome Reichman, professeur de droit à Duke University, dans un rapport portant sur l'amendement des ADPIC commandité par l'UE. Dans ce rapport, Abbott et Reichman ont averti pour rendre l'amendement fonctionnel pour l'accès aux médicaments, il faudrait une action gouvernementale vigilante et délibérée, notamment " combiner la volonté politique, de bons avocats, un soutien financier pour des efforts de mise en œuvre appropriés et une action collective. " Selon le rapport, l'efficacité de l'amendement pourrait être renforcée au travers de la coopération régionale pour la passation de marchés et l'octroi de licences obligatoires, ainsi que de la création de mécanismes de financement autres que les droits de brevets pour encourager le développement de nouveaux médicaments.

Abbott a suggéré récemment que les tentatives visant à renégocier l'amendement des ADPIC mèneraient probablement dans une impasse, et risquaient de produire des dispositions encore plus restrictives. Ciblante la politique européenne eu égard aux accords de libre-échange, le Parlement a demandé aux Etats membres de donner pour instruction explicite à la Commission de s'abstenir de " négocier des dispositions ADPIC-plus ayant trait aux produits pharmaceutiques qui affectent la santé publique et l'accès aux médicaments, dans le cadre de la négociation des Accords de partenariat économique avec les pays ACP [Afrique, Caraïbes et pacifique] et d'autres accords bilatéraux et régionaux futurs avec les pays en développement. "

Ceci a incité le Commissaire européen à l'élargissement, Olli Rehn, à insister sur le fait que l'UE était " engagée " à n'inclure de dispositions qui affectent l'accès aux médicaments ni dans les

APE, ni dans d'autres accords commerciaux. Intellectual Property Watch (Observatoire de la propriété intellectuelle) signale que, s'exprimant au nom du Commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, Rehn a déclaré que le fait que la dérogation n'avait pas été utilisée n'était pas significatif, car elle avait renforcé la main des pays en développement dans les négociations sur les prix avec les compagnies pharmaceutiques. Toutefois, l'étude effectuée par Abbott et Reichman fait état du fait que sur la base des projets de textes d'accords dans les négociations APE, la Commission européenne avait fait pression en faveur de dispositions relatives à la propriété intellectuelle qui risquaient de compromettre la disponibilité des médicaments génériques.

Heumber de MSF a favorablement accueilli la " forte coalition " de soutien de la part de tous les groupes politiques en faveur de la résolution, qu'elle qualifie de preuve que le Parlement avait conscience des nombreuses politiques qu'il faudrait mettre en œuvre pour préserver l'accès des patients des pays en développement aux médicaments. Elle a réitéré que tous les gouvernements qui avaient adhéré à la Déclaration de Doha sur les ADPIC et la santé publique devraient appuyer les efforts déployés par les pays en développement pour recourir aux licences obligatoires afin de soutenir les programmes de santé publique.

Justement, certains pays commencent petit à petit à faire recours à la décision de l'OMC permettant d'importer des médicaments génériques contre le sida, près de quatre ans après l'adoption de cette dérogation au droit des brevets, a annoncé vendredi l'OMC.

C'est le cas du Rwanda qui a annoncé sa volonté d'importer des génériques selon la clause de 2003 ; devenant ainsi le premier pays à recourir à cette décision. En effet Kigali a informé l'Organisation mondiale du commerce de son intention d'importer du Canada sur deux ans 260.000 boîtes de TriAvir, un anti-rétroviral produit par la société Apotex.

L'intérêt d'une telle action est qu'elle constitue un test qui si elle ne s'avère pas concluante nécessiterait la modification de cette disposition.

Coton : Les pays co-auteurs de l'initiative sectorielle en faveur du coton présentent leurs commentaires sur le document du Président.

Lors d'une session extraordinaire du comité de négociation sur l'agriculture tenue le 24 juillet, les pays co-auteurs de l'initiative sectorielle en faveur du comité ont produit une déclaration pour présenter leurs commentaires aux propositions relatives à la question du coton. Ces propositions ont été faites par le président du Comité agriculture dans son document d'étape qu'il a soumis à l'OMC le 17 juillet.

Rappelant l'importance du coton, qui reste vital pour les producteurs et pour l'économie de plus de 36 pays Africains, les pays co-auteurs de l'initiative sectorielle coton ont salué le fait que la question soit remise à son juste contexte. En effet, les ministres avaient décidé, dans l'accord-cadre du 1er août 2004, de même que durant la conférence ministérielle de Hong Kong en décembre 2006, d'accorder un degré élevé de priorité pour cette question et de la traiter en question urgente. Dans cette déclaration, les pays co-auteurs ont accueilli avec un grand intérêt les éléments de modalités révisés soumis aux membres de l'OMC et ont soutenu que ces propositions sur le coton pourraient contribuer à traiter la question de " façon effective, appropriée et ambitieuse".

Le groupe a fait principalement deux commentaires : d'abord sur l'aspect commercial de la question du coton ensuite sur l'aspect développement et mesures de cohérence. Pour le premier point à savoir l'aspect commercial du coton, le groupe a fait état de sa satisfaction par rapport à la formule proposée par le président du comité sur l'agriculture (paragraphe 42 documents du président). Le groupe considère qu'il " s'agit d'une base logique et crédible pour une approche

efficace et cohérente de réduction substantielle " des soutiens internes au coton.

Concrètement le groupe demande à ce que le plafond de la boîte bleue applicable au coton s'élève à un tiers du plafond par produit. Pour ce qui est de la période de référence, le groupe propose que celle de 1995 - 2000, soit considérée comme il a été mentionné au niveau du paragraphe 4 du texte du président. Le groupe partage aussi les propositions du président sur la question de l'accès aux marchés du coton exporté par les PMA et a pris note des propositions sur les subventions à l'exportation. Le groupe a rappelé les dispositions du paragraphe 11 de la déclaration adoptée à Hong kong qui prévoient l'élimination de toutes les subventions accordées à l'exportation du coton accordées par les pays développés à la fin 2006.

Concernant le second point du commentaire, qui, est lié à l'aspect développement du coton et les mesures de cohérence, le groupe a attiré l'attention " sur la nécessité qu'une référence explicite soit faite dans son projet de texte révisé de modalités " mais également, sur l'aspect développement de la question du coton. Le groupe recommande aussi que " le Tableau Opérationnel Evolutif du Directeur général de l'OMC sur l'Aide au développement en faveur du coton continue d'être maintenu à l'ordre du jour des sessions consultatives du DG ".

Il faudrait aussi, selon le groupe, mettre en place un mécanisme de gestion des pertes de revenus d'exportation du coton subi par les producteurs africains et résultant de la fluctuation des cours du coton. Ce mécanisme de gestion mis en place doit être fonctionnel et jusqu'à l'élimination totale des subventions à effet de distorsion sur le commerce mondial du coton.

Facilitation : Progrès réguliers sur la facilitation des échanges, en dépit de l'irritation suscitée par les pays en développement.

Les Membres de l'OMC sont en train de réaliser " des progrès réguliers " dans la réduction de la paperasserie et d'autres obstacles au mouvement et au transit des marchandises, a déclaré le Président des négociations sur la facilitation des échanges à l'OMC, le 20 juillet, à la fin d'une semaine de discussions.

Le Président du Comité, l'Ambassadeur Eduardo Ernesto Sperisen-Yurt (Guatemala) a déclaré qu'un travail particulièrement précieux avait été fait en ce qui concerne l'identification des besoins et priorités, des aspects développement, des implications en matière de coûts et de la coopération inter-agences en matière de facilitation des échanges. L'assistance technique est au centre des négociations sur la facilitation des échanges : le mandat est singulier dans la mesure où les Membres ne seront pas tenus de mettre en œuvre de nouveaux engagements tant qu'ils n'ont pas bénéficié de l'assistance technique nécessaire pour ce faire.

Plus spécifiquement, les Membres sont chargés de clarifier les articles du GATT sur la liberté de transit pour les marchandises d'autres Etats Membres (article V), les redevances et formalités se rapportant à l'importation et à l'exportation (article VIII) et la transparence dans la réglementation et l'administration des règlements applicables au commerce (article X).

La facilitation des échanges est un des rares domaines des discussions perturbées du Cycle de Doha où les négociateurs ont signalé des progrès consistants, mais ceux-ci ont été ralentis par le blocage persistant sur les questions fondamentales du commerce des produits agricoles et industriels.

La session récente du Groupe de négociation a duré cinq jours : trois de plus que la normale. Le Président a suggéré que ceci laisserait aux délégations le temps de discuter de manière plus

approfondie des propositions les uns des autres et faciliterait la participation des experts basés dans les capitales. Il a également ajouté que ceci apporterait au Groupe de négociation une nouvelle dynamique et donnerait une impulsion supplémentaire au débat. Selon un délégué, la présence de responsables basés dans les capitales permettait un examen plus détaillé des questions liées à la douane, avec lesquelles nombre des négociateurs basés à Genève ne sont pas familiarisés.

Comme lors des récentes sessions du Comité, les négociateurs ont débattu du contenu d'un accord de l'OMC potentiel sur la facilitation des échanges, y compris des propositions révisées sur le libellé juridique d'articles spécifiques. Parmi les questions débattues figurait une proposition turque (TN/TF/W/120/Rev.1) relative aux 'décisions préalables', qui permettrait aux négociants de rechercher des décisions contraignantes auprès des autorités douanières préalablement à l'exportation ou à l'importation de marchandises, à la condition qu'elles remplissent certaines conditions. Les discussions ont également porté sur un document américain (TN/TF/W/144/Rev.1) relatif à des propositions de dédouanement pour les 'expéditions accélérées'. Sur la base des investigations des Membres, la proposition entendait par 'expéditions accélérée' celles faites par des exportateurs qui ont recours à la sécurité, à la logistique et à la technologie de suivi pour suivre et contrôler les expéditions à tous les stades de leur acheminement.

La Chine (TN/TF/W/148) a appelé les Membres à recourir à des techniques de gestion des risques " pour réduire, dans la mesure du possible, les inspections physiques de marchandises. " Elle a appelé de manière spécifique au dédouanement accéléré des marchandises à faible risque. Les procédures d'inspection des importations ont été sous les feux de la rampe, aux Etats-Unis, au cours des dernières semaines, après une série de révélations d'importations d'aliments et de jouets contaminés, provenant essentiellement de Chine.

Concernant la liberté de transit, les délégués ont examiné une proposition conjointe de la Turquie et de la Géorgie (TN/TF/W/146), qui soutenait que les contingents et les permis de trafic en transit, de même que les frais routiers et de transit discriminatoires, constituaient un obstacle au commerce loyal et compétitif. Faisant valoir que les arrangements bilatéraux étaient insuffisants pour prendre en compte la question, ils ont appelé tous les Membres de l'OMC à mettre en place des régime de transit routier sans contingents, avec l'application égale des frais aux transporteurs nationaux et étrangers, indépendamment de l'origine. Les délégations ont recherché des clarifications additionnelles, auxquelles la Turquie a promis de réagir.

La proposition des pays en développement critiquée en raison des exemptions

La discussion la plus significative, selon un délégué de pays en développement, a porté sur une proposition relative à l'assistance technique et à la constitution de capacité (TN/TF/W/147) présentée conjointement par plusieurs alliances de pays en développement, notamment le 'groupe restreint' (Bangladesh, Botswana, Cuba, Egypte, Inde, Indonésie, Jamaïque, Kenya, Malaisie, Maurice, Namibie, Népal, Nigeria, Philippines, Rwanda, Tanzanie, Trinidad & Tobago, Ouganda, Venezuela, Zambie et Zimbabwe), le Groupe africain, le groupe des Etats ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) et le groupe des PMA (pays les moins avancés).

La proposition classe les engagements des pays en développement en matière de facilitation des échanges en deux catégories : un ensemble minimal, déterminé par chaque gouvernement, à mettre en œuvre dès l'entrée en vigueur de l'accord, et un ensemble plus large à mettre en œuvre à la fin d'une période de transition d'un nombre d'années à déterminer. La proposition stipule que cette période de transition devrait d'être assez longue pour permettre aux pays de planifier et d'accomplir les actions nécessaires pour être en mesure de mettre en œuvre les engagements. Il n'y aurait pas d'obligation de mettre en œuvre l'un ou l'autre

ensemble d'engagements si les gouvernements continuaient de manquer de capacité de mise en œuvre.

En outre, comme forme de traitement spécial et différencié, la proposition appelait à permettre aux pays en développement d'identifier des dérogations spécifiques aux engagements de facilitation des échanges contraignants, similaires aux limitations et restrictions de type AGCS que les Membres sont autorisés à inscrire dans les obligations de libéralisation des services.

La proposition définissait, de plus, deux types d'assistance technique et de constitution de capacité (AT/CC), appelant à ce que les engagements des gouvernements donateurs soient clairs et opérationnels. Le premier type renvoyait à l'AT/CC préalablement à la prise d'engagements, notamment l'AT/CC qui vise à aider les pays en développement à participer pleinement aux négociations et à évaluer leur propre capacité de mise en œuvre. Le second type comprenait l'AT/CC après l'entrée en vigueur des engagements.

Sur la question des moyens de déterminer si les pays en développement ont acquis la capacité de mettre en œuvre les engagements en matière de facilitation des échanges, la proposition laisserait au pays en développement le soin d'en décider à lui seul, ou de manière bilatérale avec les donateurs. La proposition abordait le concept de mécanisme 'd'avertissement rapide' au titre duquel les pays en développement seraient en mesure d'informer l'OMC des retards dans la mise en œuvre des engagements.

Concernant les PMA, la proposition réitérait la nécessité d'adapter les efforts d'assistance technique et de constitution de capacité aux différents pays. Elle laissait aussi à chaque PMA Membre le soin de décider de l'acquisition de capacité.

La proposition, dont les promoteurs constituent la majeure partie des Membres de l'OMC, appelait également à la création d'une 'Unité de soutien à

l'assistance technique et à la constitution de capacité pour la facilitation des échanges' au sein du Secrétariat de l'OMC pour faire concorder les ressources en matière d'assistance technique et de constitution de capacité fournies par les donateurs avec les besoins identifiés par les pays en développement Membres.

Des sources dans les milieux du commerce signalent que le document a suscité de fortes critiques de la part de pays développés Membres tels que l'UE et la Suisse, comme de certains pays en développement tels que le Costa Rica. Il lui est reproché de rechercher de trop nombreuses exemptions pour les pays en développement sur la mise en œuvre de sections clés d'un accord multilatéral.

La Suisse a fait part de son opposition au principe d'engagements facultatifs dans un accord, alors que le Costa Rica l'aurait considéré comme un 'recul', notant que les trois articles du GATT débattus faisaient déjà partie des règles multilatérales. En règle générale, les pays développés étaient peu satisfaits de laisser les pays en développement 'auto-évaluer' la capacité de mise en œuvre, préférant plutôt un mécanisme multilatéral.

Les Philippines ont riposté que l'objectif n'était pas de créer des options négatives, mais de garantir que les pays obtiennent l'assistance technique dont ils ont besoin pour mettre en œuvre l'accord.

Selon un délégué, en dépit de l'optimisme général selon lequel la facilitation des échanges restait un domaine dans lequel les progrès avaient été assez substantiels pour permettre aux négociateurs de passer bientôt à des discussions sur un projet de texte d'accord, la communication des pays en développement représentait un certain durcissement des attitudes. Le responsable a ajouté qu'il serait difficile aux auteurs du document de convenir de progrès rapides dans les discussions sans des concessions significatives de la part essentiellement de pays développés qui, d'ailleurs, étaient ceux qui souhaitaient des négociations sur la facilitation des échanges.

La prochaine session du groupe de négociation de la facilitation des échanges est fixée provisoirement du 1er au 3 octobre.

SUR LE FIL

Négociations APE : Les experts africains se cherchent encore....

Le comité ministériel de suivi des APE s'est réuni à Accra du 12 au 16 juillet 2007. Cette rencontre n'a pas été le rendez-vous du non. Mais le "oui aux APE" n'est pas non plus à l'ordre du jour. D'ici l'échéance de décembre, les experts vont encore essayer d'y voir plus clair. De quoi décevoir une société civile qui se bat pour un "non" immédiat aux APE.

Les conclusions de cette réunion ne permettent pas de dire ce qui se passera le 31 décembre 2007, quand arrivera l'échéance pour la signature des Accords de partenariat économiques (APE). "Il n'y a pas eu de décision ou d'orientation politique claire sur la décision à prendre", déclaraient mardi des responsables des organisations de la société civile qui se sont mobilisées dans une campagne de dénonciation de ces accords. Certains dénoncent le manque de visibilité sur les positions officielles.

Derrière ce flou se cacheraient des divergences de position quant à l'issue finale des négociations. Mais avec au moins une certitude : la date de décembre pour la signature des Ape n'est pas réaliste "eu égard aux tâches que le secrétariat (UEMOA et CEDEAO) doit remplir", a souligné Mme Bibiane Mbaye d'Enda Tiers-monde, au cours d'un point de presse. En attendant, "la solution trouvée par les ministres est l'instruction des deux commissions en vue de continuer de travailler d'arrache pied. Elles doivent évaluer l'état des préparatifs des négociations de la région (ouest-africaine), soumettre les progrès et les options possibles pour permettre aux ministres de pouvoir prendre une décision", a fait savoir Mme Mbaye au cours d'un entretien.

Il est temps de discuter maintenant des mesures transitoires, avec la dérogation de l'OMC qui expire en 2007. Et c'est sous cette menace que l'Union monétaire ouest africaine et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest travaillent. Mais, pour Mme Mbaye, il s'agit de "menaces artificielles". Car un "parapluie" existe. "Treize pays sur seize (d'Afrique de l'Ouest) font partie des PMA. En cas de non conclusion de l'accord, ils pourront continuer de bénéficier du principe "tous sauf les armes". Le hic c'est que le Nigeria, le Ghana et la Côte d'Ivoire n'entrent pas dans cette catégorie. Mais pour Mme Mbaye, "ils peuvent bénéficier du Système généralisé de préférence plus qui leur permettrait de négocier en toute sérénité".

La réunion d'Accra n'a pas abouti à des décisions tranchées, mais elle a permis aux représentants de certains gouvernements de comprendre que les pays ACP, notamment ceux d'Afrique de l'ouest, ne sont pas assez outillés pour "aller aux APE". Et certains ministres ne manquent pas de tirer la sonnette d'alarme. Selon une source proche du CMS, le ministre ghanéen du Commerce aurait ainsi demandé à ses pairs de "cesser de danser la salsa avec la vie du peuple. Il a été soutenu par certains de ses pairs qui estiment qu'il faut faire face à la réalité selon laquelle nos pays ne sont pas prêts pour signer les APE".

Parmi les Etats qui freinent des quatre fers figure aussi le Bénin, dont le ministre du Budget, Albert Houngbo, reconnaît que "les discussions avec l'Union européenne sont difficiles parce que les pays africains ne sont pas tous prêts à signer". Et il note que si parmi les pays ACP "il y en a qui sont prêts à signer, en Afrique de l'ouest, la tendance est d'avoir une position commune pour aller à ses accords".

Mais dans les couloirs de la conférence d'Accra, il ne manquait pas d'appels pour aller vers une entente avec l'Union européenne. Président de l'Association de développement des exportations du Bénin (ADEX), Henri Claude Gouton soutient que "les Africains n'ont rien d'autre à faire que de signer. L'économie africaine a besoin d'une

locomotive. Les Européens sont les seuls qui essayent de nous accompagner sur toute la ligne. Quel pays peut se passer des aides budgétaires ? Les liens sont beaucoup plus sérieux qu'on ne le pense..." Et d'ajouter : "La société civile aurait dû se réveiller depuis 2000 ou 2001 et pousser les gouvernements de leur pays à s'arrimer à la locomotive. Elle s'est réveillée très tard et c'est dommage", regrette-t-il.

Sources : Notes Enda, IPOA s.

AGOA : Les pays Africains demande une extension de l'AGOA "au-delà de 20 ans".

Les pays africains bénéficiant de l'AGOA ont par la voix de John KUFFOR, président de la république du Ghana, solliciter la prorogation des délais de cette initiative en marge du Sixième Forum annuel de l'AGOA, qui s'est tenu les 18 et 19 juillet à Accra.

L'AGOA est une loi américaine permettant à 38 pays africains d'exporter sans droits de douane aux Etats-Unis depuis 2000 et jusqu'en 2015 ; elle était lancée en 2000 par le président Bill Clinton. Il y'a eu une première prorogation jusqu'en 2015. À l'heure actuelle, en vertu de l'AGOA, 39 pays d'Afrique subsaharienne peuvent faire bénéficier 6.400 de leurs articles de l'entrée aux États-Unis en franchise de douane. Les produits pétroliers et gaziers représentent plus de 80 % de ces exportations, mais les États-Unis s'efforcent de multiplier les programmes ayant pour objectif d'accroître la capacité des pays africains d'exporter d'autres articles, notamment leurs produits agricoles. En 2006, 394 millions de dollars ont été consacrés à cette fin. D'aucuns soutiennent que la croissance des exportations africaines a conduit à la création d'emplois et à une plus grande prospérité en Afrique, une heureuse situation que l'on peut en partie attribuer à la formation de réseaux d'hommes d'affaires. Selon la sous-secrétaire d'État américaine adjointe pour les affaires africaines, Linda Thomas-Greenfield, les importations américaines de "produits AGOA" (environ 6.000 produits exportables sans taxes) ont

atteint en 2006 44,2 milliards de dollars, mais les produits non pétroliers n'ont représenté que 7% du total à 3,2 milliards de dollars. C'est justement pour cela que les pays africains bénéficiaire par la voix du président Ghanéen "appelle le gouvernement des Etats-Unis à envisager de prolonger la durée de vie de l'AGOA qu'au-delà de 20 ans". Selon le président Kuffor, "Il ne nous reste que huit ans pour profiter de l'occasion d'exporter jusqu'à 6.400 produits sur le marché des Etats-Unis, estimé à dix mille milliards de dollars", il poursuit en soulignant que l'Afrique "aura du mal à exploiter pleinement les bénéfices de cette initiative".

Selon le dernier rapport d'étape du système AGOA, les exportations des pays d'Afrique sub-saharienne vers les Etats-Unis ont augmenté de 17% en 2006 par rapport à 2005. Mais en 2006, plus de 90% des exportations d'Afrique sub-saharienne ont été des produits pétroliers. "Les investisseurs considèrent de plus en plus l'Afrique comme un bon terrain pour les affaires. Les Etats-Unis sont attachés à y aider, et un des moyens les plus importants de cette aide passe par notre Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA), a déclaré le président américain George W. Bush dans un message lu au Forum d'Accra. "Nous apporterons une assistance technique pour aider les nations d'Afrique à renforcer leurs marchés financiers, et notre Organisation de l'investissement privé à l'étranger (US Overseas private Investment Corporation) coopèrera avec la communauté financière pour la création de nouveaux fonds d'investissements qui mobiliseront jusqu'à un milliard de dollars d'investissements privés supplémentaires en Afrique", a-t-il ajouté. "Les bienfaits d'AGOA subsisteront longtemps dans l'avenir", a-t-il souligné. La loi exige que les pays bénéficiaires continuent à progresser vers une économie de marché, l'Etat de droit, le libre-échange, et qu'ils mettent en oeuvre des politiques économiques susceptibles de réduire la pauvreté tout en assurant la protection des droits des travailleurs. Pour rappel, les pays éligibles au programme sont l'Afrique du sud, l'Angola, le Bénin, le Botswana, le Cameroun, le Cap Vert, le Congo, la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Ethiopie, le Gabon, la

Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, l'île Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigeria, l'Ouganda, le Rwanda, Sao-Tomé, le Sénégal, les Seychelles, la Sierra Leone, le Swaziland, la Tanzanie, le Tchad, la Zambie.

Les Etats-Unis comptent à en croire leurs autorités développer d'autres programmes et initiatives visant à rendre plus concurrentiels les produits agricoles africains.

Ces produits " doivent répondre aux normes sanitaires des pays développés ". Et ils sont prêts disent- ils à la création d'un Programme d'échanges universitaires destiné à permettre à certains des meilleurs agronomes africains de venir faire des études dans des universités américaines. "À partir du mois d'août, le nouveau Programme américano-africain de renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires mettra en rapport des universitaires américains avec des universitaires africains dans le domaine agronomique.

Contact Lan Joo, Course Coordinator World Bank Institute, Health and AIDS program 1818 H St. NW, Mail Stop# J 3-302 Washington, DC 20433 Fax: +1 202 676 0961 Phone: +1 202 473 4805 Email: ljoo@worldbank.org

25 - 28 Août, Amman, Jordanie, Conférence internationale sur le développement durable et la gestion des ressources en eau en Palestine, contact : www.waterconference-ps.org/

22-25 Août, Jaipur, Inde. Construire des qualifications sur la diplomatie commerciale. Séminaire de formation pour les fonctionnaires et cadres à mi - niveau, Contact : Internet: www.circ.in/pdf/BrochureCDS02.pdf

27-31 Août, Vienne, Australie .Dialogue d'UNFCCC et Groupe de travail ad hoc du protocole de KYOTO. Contact: UNFCCC Secrétariat Téléphone: 49-228-815-1000 Fax: 49-228-815-1999 Email: secretariat@unfccc.int Web Site: <http://www.unfccc.int>

30 Août, OMC, Genève, Organe de règlement des conflits

EVENEMENTS

Evénements OMC

5 - 10 Août, Berlin, Allemagne, Congrès international sur la gestion et la planification environnementale ; **Contact:** Technical University of Berlin Fax: +49(0)30 314 25674 Email: urbcongress@tu-berlin.de Web Site: <http://www.urbenvironcongress.tu-berlin.de/>

19 - 23 Août, Banque Mondiale, Colombo, 8ème congrès international sur le sida EN Asie et dans le pacifique, Banque Mondiale, Contact: www.icaap8.lk/

20 - 31 Août, Banque Mondiale, Bangkok, Thaïlande, Atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement: Réduction de la pauvreté, santé génésique et réforme du secteur de la santé

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

Français

Publications

Centre du commerce international
CNUCED/OMC, *Gestion des Risques de Change et Utilisation des Produits Dérivés dans les Pays en Voie de Développement*, Ouvrage visant à aider les entreprises, en particulier les PME dans les pays en voie de développement, à considérer les

risques des devises étrangères et à leur fournir des conseils pour couvrir ces risques, 2007

Enda Diapol, Les dynamiques transfrontalières en Afrique de l'Ouest Juin 2007 - 219 pages

Frédérique Sachwald, La Chine, puissance technologique émergente, Les Études de l'Ifri, Paris, Ifri, 2007. Une publication du Département Économie mondiale. - 08/06/2007

Luis Miotti et Frédérique Sachwald, Les systèmes nationaux dans la nouvelle phase de la mondialisation. Une comparaison transatlantique, Travaux et recherches de l'Ifri, 39 pages juillet 2007

Organisation internationale de normalisation Centre du commerce international CNUCED/OMC, ISO 22000 Systèmes de Management de la sécurité des aliments : Liste de contrôle à l'usage des PME : Êtes-vous prêt ? Liste de contrôle présentant une série de questions couvrant différents aspects de la création et de la mise en œuvre de la certification d'un système de management de la sécurité des denrées alimentaires selon ISO 22000:2005 ; publié en 2007

Organisation mondiale du commerce. Service des publications Centre du commerce international CNUCED/OMC, Profils tarifaires dans le monde 2006, Ouvrage annuel, donnant un aperçu complet des profils tarifaires dans le monde sous une forme condensée, qui permet une comparaison entre pays ainsi qu'une comparaison des niveaux des droits consolidés et des droits appliqués ; 2007

Stiglitz, Joseph Eugene - Charlton, Andrew, Pour un commerce mondial plus juste comment le commerce peut promouvoir le développement ; **Fayard** , Paris collection **Documents**

Publications en Anglais

European Centre for Development Policy Management, CONCLUDING EPA

NEGOTIATIONS: LEGAL AND INSTITUTIONAL ISSUES. July 2007. The Economic Partnership Agreements (EPAs) between the EU and the six African, Caribbean, and Pacific (ACP) regions are due to be concluded by 31 December 2007. While all parties are currently committed to the timely conclusion of the EPA negotiations by the end of the year, some ACP regions may not find themselves in a position to do so. The negotiations have been marred by delays, with numerous issues remaining to be addressed by the negotiators. In this context, this study reviews the legal commitments and institutional arrangements necessary for the timely conclusion of the EPA negotiations. It also considers the legal and institutional consequences of the failure by an ACP country or EPA regional grouping to sign an EPA by the end of 2007 or to later ratify it. The report is available at: [http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Navigation.nsf/index2?Read form &](http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Navigation.nsf/index2?Read+form) http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Content.nsf/0/F0B2592B42141909C1257308005011A1?OpenDocument.

World Bank, GLOBAL DEVELOPMENT FINANCE 2007. June 2007. Global Development Finance is the World Bank's annual review of recent trends in and prospects for financial flows to developing countries. It is intended to serve as a resource for governments, economists, investors, financial consultants, academics, bankers, and the development community at large. Volume I, Analysis and Outlook, reviews recent trends in financial flows to developing countries. Volume II, Summary and Country Tables, includes comprehensive data for 138 countries, as well as summary data for regions and income groups. The report is also available on CD-ROM, with more than 200 historical time series from 1970 to 2005, and country group estimates for 2006. The report is available for purchase at: http://www/publications.worldbank.org/e-commerce/catalog/product?item_id=6357582

Joost Pauwelyn APPEAL WITHOUT REMAND: A DESIGN FLAW IN THE WTO DISPUTE SETTLEMENT AND HOW TO FIX IT.

International Centre for Trade and Sustainable Development, July 2007. This study analyses one aspect of World Trade Organization (WTO) dispute settlement: when the Appellate Body reverses a panel report but it cannot currently send the case back to the panel. This aspect is commonly referred to as the absence of a 'remand process' in WTO dispute settlement. The study examines the origins and extent of this 'design flaw' and offers solutions to alleviate the problem. The study argues that WTO dispute settlement needs an explicit remand process because of the increasing complexity of trade disputes and also to save the time, resources and other costs involved in a complete re-filing of a dispute in a system without remand. The report is available at http://www.ictsd.org/issarea/dsu/resources/Pauwel yn_Remand.pdf

Håkan Nordström and Gregory Shaffer,
ACCESS TO JUSTICE IN THE WORLD TRADE ORGANISATION: THE CASE FOR A SMALL CLAIMS PROCEDURE. International Centre for Trade and Sustainable Development, July 2007. The current dispute settlement system of the WTO creates a particular challenge for small WTO Members since litigation costs are more or less independent of the commercial stakes involved in a dispute. Reviewing the aims and practices of small claims procedures at the national level, the authors analyse whether a similar institution could be introduced at the WTO. The paper does not intend to propose a specific model, but rather to explore the rationale for such a procedure and its possible contours in order to provoke further discussion of this and related issues. The report is available at http://www.ictsd.org/issarea/dsu/resources/Nordstrom%20&%20Shaffer_Small_Claims.pdf

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)